

Unité Interdépartementale 39-71
Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saone, le 16/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INOVYN FRANCE

2 avenue de la République
39500 Tavaux

Références : AC/MB/2024/L_145
Code AIOT : 0012100168

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement INOVYN FRANCE implanté Grange Sèche 39500 Damparis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée à la suite de plaintes de riverains relatives à des fortes vibrations ressenties lors de tirs de mines en 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INOVYN FRANCE
- Grange Sèche 39500 Damparis
- Code AIOT : 0012100168

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive exploitée par la société INOVYN pour ses propres besoins selon l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 décembre 2002 pour 30 ans.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 17.2	Demande d'action corrective	2 mois
7	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 25	Demande d'action corrective	2 mois
9	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 32	Demande d'action corrective	2 mois
10	Déclarations annuelles des émissions	Arrêté Ministériel du 13/01/2008, article annexe III	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations classées	Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 3	Sans objet
2	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 4	Sans objet
3	Sécurisation du site	Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 10	Sans objet
5	Règles d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 19	Sans objet
6	Méthode d'extraction	Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 20.2	Sans objet
8	Tirs de mines et vibrations	Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 31	Sans objet
11	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 14.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la thématique des tirs de mines et des vibrations associées, objet de plaintes, l'inspection n'a pas relevé de non-conformité notamment sur les valeurs de vibrations enregistrées par l'exploitant

à proximité des premières habitations.

Il est à noter que les premières habitations autour de la carrière sont relativement éloignées des zones actuelles de tirs: au moins 500 mètres côté ouest et près de 1 000 mètres côté est.

Les non-conformités relevées portent sur l'absence de plan d'exploitation synthétique et complet et sur des incomplétudes dans les déclarations annuelles d'activité d'extraction sur la plateforme GEREP (déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets).

Compte tenu du retard et du déphasage de l'exploitation avec les plans et prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 décembre 2002, l'inspection demande à l'exploitant de revoir et de transmettre :

- les plans du phasage restant révisés ;
- les calculs et les montants des garanties financières associées ;
- le plan final et les modalités de remise en état modifiés, le cas échéant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations classées exploitées
Prescription contrôlée : Les installations, objet de la présente autorisation, relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : - rubrique n° 2510-1 : Exploitation de carrière. AUTORISATION - rubrique n° 2515-1 : Broyage, concassage, criblage - puissance installée 750 kW. AUTORISATION - rubrique n° 2920-2.b : Compresseur d'air - 83 kW DÉCLARATION - rubrique n° 2517 : Station de transit de produits minéraux (dépôts de calcaire)- 16 000 m ³ DÉCLARATION - rubrique n° 1434 : Installation de remplissage de liquides inflammables une pompe de fuel de 4,5 m3/h NON CLASSÉE - rubrique n° 1432 : Dépôts de liquides inflammables - une cuve de 10 m3 de fuel oil domestique et une cuve de 15 m3 de gazole NON CLASSÉE
Constats : L'exploitation de la carrière est effective et les matériaux extraits sont uniquement dédiés aux besoins propres à la plate-forme INOVYN à Tavaux (construction de pistes et digues pour les bassins de décantation des eaux de procédés). L'exploitant a démantelé et retiré en 2023 toutes les infrastructures existantes concourantes à l'exploitation de la carrière dont les installations de stockage et de distribution de carburants et l'atelier mécanique. Il n'y a plus d'installation fixe de traitement des matériaux extraits ni d'installations de convoyage des matériaux hors du site. Les matériaux extraits sont traités dans une installation mobile par campagne (activité sous-traitée). En l'absence d'un plan d'exploitation suffisamment précis, la surface de matériaux minéraux en transit présente n'a pas pu être estimée finement. Toutefois, au vu des plans et données fournis par l'exploitant et après visite sur le site, la surface des matériaux présents ne dépasserait pas 10

000 m².
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précisera en complément du point de contrôle la puissance maximale des installations mobiles de traitement au titre de la rubrique n°2515* ainsi que la surface maximale (en m²) des stocks de matériaux minéraux en transit au titre de la rubrique n°2517*.</p> <p>*Les rubriques n°2515 et 2517 de la nomenclature des installations classées ont été modifiées par le décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018 pour ne laisser que deux régimes d'installations classées : déclaration ou enregistrement.</p> <p>Le seuil de l'enregistrement pour la rubrique n° 2515 est de plus de 200 kW.</p> <p>Le seuil de l'enregistrement pour la rubrique n° 2517 est de plus de 10 000 m².</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Production autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Production autorisée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La production moyenne annuelle est de 300 000 tonnes avec un maximum annuel de 400 000 tonnes dans les limites des dispositions de l'article 17.2 du présent arrêté. La quantité totale maximale autorisée à extraire est de 9 millions de tonnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les dernières déclarations GEREPP consultées, les quantités annuelles extraites de 2020 à 2023 seraient relativement proches de la moyenne autorisée (300 000 tonnes), voir inférieures certaines années.</p> <p>La quantité restante autorisée de gisement au 31/12/2022 est selon la déclaration GEREPP de 2022 de 6 019 kt (sur 9 000 kt autorisés).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sécurisation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture et pancartes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la reprise de l'exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente

<p>autorisation. Elle enfermera la zone d'extraction et les installations. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation ;</p> <p>2. des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation. Elles signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par deux cent cinquante mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les surfaces en exploitation sont ceinturées par une clôture (de type panneaux grillagés ou fils barbelés selon les secteurs) et des barrières ferment les points d'accès (principaux et secondaires).</p> <p>Des pancartes aux abords des clôtures et des barrières signalent l'interdiction d'entrer et la présence de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Phasage d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 17.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Phasage d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction doit être réalisée suivant un schéma comportant six périodes successives ; d'une durée de 5 ans chacune pour les cinq premières et de 3 ans pour la dernière.</p> <p>Les quantités de matériaux à extraire pour chaque période sont de</p> <ul style="list-style-type: none"> • phase 1 à 5 : environ 1 600 000 t par phase • phase 6 : environ 1 000 000 t
<p>Constats :</p> <p>Selon les dernières déclarations GERE de l'exploitant, la quantité de gisement extraite (ou produite au sens de la réglementation) avoisinerait les 3 300 ktonnes depuis le début de l'autorisation en 2002.</p> <p>Le niveau d'exploitation moyen réalisé est donc inférieur au niveau moyen autorisé.</p> <p>En matière de volume total de production, l'exploitation se situerait plutôt en fin de phase 2 alors qu'elle se situe en début de phase 5 théorique (selon l'arrêté préfectoral de 2002).</p> <p>En 2012, l'exploitant a déposé un porter à connaissance relatif à une modification du phasage d'exploitation. Ce dossier n'a pas fait l'objet de prescription complémentaire.</p> <p>Sur la base du phasage modifié en 2012, l'extraction des matériaux est actuellement réalisée sur des surfaces exploitables autorisées correspondant aux phases 3, 4 et 5 modifiées (selon le plan modifié présenté par l'exploitant). Ces phases modifiées correspondent globalement aux phases 3 et 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/12/2002 (exploitation des gradins inférieurs en direction du nord ouest et du nord est). L'exploitation est menée actuellement sur les 2 premiers gradins inférieurs dans la partie nord ouest des surfaces exploitables autorisées.</p> <p>La phase 6 correspondant à l'extension de l'exploitation sur des surfaces situées au nord est de l'emprise et qui nécessitera un défrichement préalable n'a pas été mise en exploitation.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fournira les plans du phasage modifié restant jusqu'à la fin de l'autorisation. Il fournira également un bilan général d'extraction depuis le début de l'autorisation jusqu'à 2024 (par phase et année dans la mesure du possible).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation
Prescription contrôlée : <p>article 19.1 La cote minimale du carreau principal final ne doit pas être inférieure à 169 mètres NGF.</p> <p>article 19.3 Les fronts créés doivent être constitués de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale séparés par des banquettes intermédiaires</p> <p>article 19.6 Étape 1 : avancement en direction nord-ouest ; Étape 2 : avancement en direction nord ; Étape 3 : avancement en direction nord-est.</p> <p>article 19.7 Les banquettes séparant les fronts doivent avoir une largeur minimale de 15 mètres et doivent progresser avec le front d'abattage. Elles doivent être conservées durant toute la durée de l'exploitation, y compris lorsque le bord supérieur de l'excavation est arrivé à la limite d'extraction.</p> <p>article 19.8 Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique nonobstant les dispositions prévues aux articles 19.9 et 19.10.</p> <p>article 19.10 La limite d'extraction est tenue à une distance minimum de 200 mètres mesurée à partir du bord extérieur de la bande d'arrêt d'urgence de l'autoroute A39 - sens CRIMOLOIS-CHOISEY.</p> <p>article 19.12 Lorsque les fronts supérieurs se rapprocheront des routes départementales RD322 et RD220, les tirs réalisés à moins de 200 mètres ne pourront être réalisés qu'après établissement d'une</p>

convention avec la Direction Départementale de l'Équipement et la mairie pour ce qui concerne les dispositions de sécurité à prendre vis à vis des usagers de ces routes, notamment en ce qui concerne l'interdiction de circuler pendant le tir.

Constats :

La cote minimale du carreau principal actuel est à 178 mètres NGF selon le plan topographique de l'exploitant de novembre 2023.

Les gradins en cours d'exploitation ont une hauteur verticale inférieure à 15 mètres.

L'avancement de l'exploitation est plutôt en direction des limites nord-ouest, mais l'exploitant indique qu'il va réorienter l'exploitation en direction du nord-est de manière à minimiser les effets des vibrations en direction des habitations les plus proches situées au nord-ouest.

Les banquettes des gradins inférieurs en cours d'exploitation ont une largeur de plus de 15 mètres.

Les bords supérieurs de l'excavation se situent à plus de 10 mètres des limites de l'emprise autorisée et à plus de 200 mètres de l'A39 (prescription qui concerne l'exploitation de la surface en extension de la phase 6 qui n'a pas encore débuté).

L'exploitant dispose d'une convention avec la DDT et la mairie datant de 2013 qui fixent les règles de sécurité en cas de tir à moins de 200 mètres des routes départementales 322 et 220 (ce cas de figure est aujourd'hui et à l'avenir peu probable, car les fronts inférieurs restants à exploiter seront à plus de 200 mètres notamment de la route départementale 220).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Méthode d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 20.2

Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'extraction

Prescription contrôlée :

Les matériaux sont extraits par tirs de mines. Les tirs font appel à la méthode des micro-retards. Chaque tir comporte une charge unitaire optimisée et ne dépassant pas 140 kg et une charge totale maximum optimisée ne dépassant pas 1800 kg. L'exploitant doit définir un plan de tir. Ce plan de tir doit prendre en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assurer la sécurité du public lors des tirs.

Constats :

Les matériaux calcaire du gisement à exploiter sont extraits par tirs de mine selon la méthode des micro-retards.

Lors des tirs réalisés en 2023, les charges unitaires et totales d'explosifs étaient inférieures aux limites autorisées.

Pour chaque tir, un plan d'implantation du minage est défini par l'entreprise de minage et validé par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 25
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan orienté de la carrière à une échelle 1/2000e. Sur ce plan légendé sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> • les limites de propriété et des parcelles cadastrales, • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les bords de la fouille, • les stockages de matériaux, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs et en particulier la cote définie à l'article 19.1 du présent arrêté, • les éléments de la surface visés aux articles 19.7 et 31.5 du présent arrêté, • les zones remises en état et les zones en eaux.
Constats : Les plans fournis par l'exploitant le jour de la visite sont incomplets. Notamment, la surface de l'emprise et des abords à 50 mètres n'apparaissent pas complètement. Non-conformité : absence de plan d'exploitation à jour comportant toutes les informations requises selon les prescriptions de l'article 25.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection un plan d'exploitation à jour et complet sous format papier (format et échelle à adapter compte tenu de la grande surface d'emprise autorisée). Chaque année un plan d'exploitation synthétique et comportant tous les éléments requis à l'article 25 doit être édité et archivé. Sur ce plan les points cotés en altitude doivent être réduits aux points caractéristiques (dont les cotes minimales et maximales des zones d'extraction, hauts et bas de fronts, hauts de stocks).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Tirs de mines et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines et vibrations
Prescription contrôlée : article 31.1 Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables

article 31.3

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

Le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

article 31.4

Le respect des valeurs ci-dessus sera vérifié dès les premiers tirs sur la carrière (sur une campagne continu d'un mois) puis quatre fois par an sur des tirs représentatifs des nuisances maximales en particulier au niveau des points localisés en annexe 6.2.au présent arrêté.

Les résultats des mesures sont à tenir à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

article 31.8

L'exploitant devra mettre en place un registre de plaintes en mairie. Une convention sera établie entre la SOCIETE SOLVAY ELECTROLYSE FRANCE et la mairie de DAMPARIS ou autres mairies riveraines qui en feraient la demande pour la tenue à disposition du public de ce registre, pour l'information de Solvay Électrolyse France des plaintes. Cette convention fixera les conditions de prise en compte de ces plaintes par l'exploitant.

Constats :

Selon les plans et les résultats de tir de l'année 2023 (aucun tir en 2024) :

- les tirs ont lieu les jours ouvrés ;
- les résultats des vibrations mesurées au droit d'habitations et du château d'eau à proximité de la carrière sont inférieurs à 5,5 mm/s (exprimés en vitesses particulières pondérées) ;
- les mesures de vibrations sont effectuées lors de chaque tir au droit du château d'eau et de l'habitation jugée la plus exposée (ou ayant émis une plainte tel qu'en 2023) ;
- les résultats des mesures de vibrations sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection.

Un registre de plainte a été mis en place à la mairie de Damparis en 2019. A ce jour, deux plaintes ont été consignées (mais aucune en 2023).

A la suite des plaintes de janvier 2023 émises par deux riverains habitant sur la commune de Foucherans, à l'est de la carrière à près d'un kilomètre de celle-ci, une mesure de vibration a été réalisée au niveau de la maison d'un des plaignant lors du tir suivant en février 2023. Les mesures de vibrations enregistrées ne dépassent pas 0,3 mm/s.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les mesures de vibrations sont à effectuer uniquement au niveau d'habitation, d'ouvrage d'art ou de locaux occupés par des personnes tiers (la mesure au niveau des abris de bus n'apparaît pas nécessaire).

Les tirs ne doivent pas être réalisés entre 12h00 et 14h00.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état du site
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant telles que définies dans son plan prévisionnel dont copie est jointe au présent arrêté. (annexe 7).</p> <p>La remise en état est à réaliser principalement de manière coordonnée aux périodes d'exploitation et doit comporter conformément au descriptif du dossier de demande déposé :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'aménagement des fronts et des banquettes dans leurs positions définitives pour assurer leur stabilité et leur intégration dans le paysage ;• la création de berges de pentes variables et la création de zone d'eau peu profonde utilisant environ un million de m³ de matériaux de découverte ; <p>article 32.1.1</p> <p>Les fronts de taille doivent être épurés de manière à supprimer les zones dangereuses (éboulement, glissement). Les gradins doivent être chanfreinés à moins de 45° pour constituer un profil continu. Les blocs issus de cette mise en sécurité doivent ainsi être laissés sur place, en pied de paroi.</p> <p>Entre deux fronts, une banquette de largeur minimale de 10 mètres sera laissée afin de permettre la réalisation de pistes d'accès.</p> <p>A la base des fronts, un piège à blocs pourra être réalisé afin d'éviter la projection de blocs sur les pistes.</p> <p>Les matériaux de découverte extraits lors des décapages seront utilisés pour adoucir les pentes (stériles) et pour reconstituer un sol de bonne qualité d'épaisseur suffisante (minimum 0.5 m). Il sera utilisé environ 1 million de m³ sur les 2400 mètres linéaires.</p> <p>L'exploitant procédera à l'ensemencement et aux plantations d'arbres réalisées avec des espèces locales (l'acacia, le bouleau et le tremble notamment) des banquettes intermédiaires et des éboulis à l'exception des pistes d'accès des zones hors d'eau en fin d'exploitation. La densité de la plantation arborée sera maintenue à l'identique de ce qui a été réalisé sur la carrière existante, environ 250 plans/ha.</p> <p>Des plantations arborées seront maintenues ou créées tout autour du site.</p>
Constats : <p>A ce jour et compte tenu de l'avancement de l'extraction, aucune surface exploitée dans le cadre de l'autorisation de renouvellement et d'extension de l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2002</p>

n'a été remise en état.

Notamment, les fronts supérieurs en partie nord-ouest actuellement dans leur position définitive n'ont pas fait l'objet de talutage à 45 °.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cas probable d'une modification du plan de remise en état final au terme des 30 ans d'exploitation autorisée, l'exploitant fournira un plan de remise en état modifié complété des modalités de remise en état, modifiées le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Déclarations annuelles des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/01/2008, article annexe III

Thème(s) : Situation administrative, GERE

Prescription contrôlée :

9.8. Données relatives à la production et à la première transformation

1. Activité extractive (TP1) :

Quantité restante et accessible du gisement autorisé par l'AP, au 31 décembre en ktonnes ("réserve restante certaine") : Quantité annuelle de stériles générée (en ktonnes) :		
Substance (5)	Liste des usages indicatifs des substances extraites (6)	Quantité annuelle extraite (en ktonnes)
Substance 1	...	X ktonnes
...		
Total (dont quantité de stériles générée)		
(5) Sélectionner la substance parmi les choix de la liste déroulante renseignés dans le guide d'aide à la déclaration de l'enquête annuelle carrières disponible sur : https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/gerep/afficherGuideAidePopup.do?methode		

GuideAidePopup.do?methode=lecture.(6) En fonction d'au moins une des cinq filières de destination (case à cocher) listées dans le guide d'aide à la déclaration de l'enquête annuelle carrières susvisé. (6) En fonction d'au moins une des cinq filières de destination (case à cocher) listées dans le guide d'aide à la déclaration de l'enquête annuelle carrières susvisé.		
--	--	--

Constats :

Non-conformité : les déclarations GEREП des années 2020, 2021, 2022 et 2023 n'indiquent pas les volumes de matériaux extraits par substance (en kt) dans le tableau TP1 "activité extractrice".

L'exploitant renseigne toutefois les volumes totaux de stériles générés et de matériaux produits et expédiés en fonction de leurs usages et de leurs granulométries.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant déclarera sur GEREП les données relatives à l'activité de la carrière au titre de l'année 2024 en se référant au guide méthodologique d'aide à la déclaration annuelle, avant le 31 mars 2025 (notamment en renseignant complètement le tableau TP1 "activité extractrice").

Dans GEREП, les stériles sont entendus comme l'ensemble des terres ou matériaux de découvertes permettant l'accès au gisement dit exploitable, les éventuels matériaux extraits du gisement autorisé a priori non commercialisables utilisés pour la remise en état du site et les déchets générés lors du traitement des matériaux (matériaux impropres et boues).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 11 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2002, article 14.1

Thème(s) : Situation administrative, Montant des garanties financières

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit, préalablement à la remise en activité de la carrière avoir constitué des garanties financières d'un montant permettant d'assurer la remise en état de la carrière selon les dispositions prévues à l'article 32 et suivants et conformément aux phases décrites en annexe 3.

Le montant des garanties financières devant être constitué dans ce cadre doit être au moins égal à :

- pour la première période de cinq ans : 342 000 euros TTC
- pour la deuxième période de cinq ans : 334 000 euros TTC
- pour la troisième période de cinq ans : 285 500 euros TTC
- pour la quatrième période de cinq ans : 313 500 euros TTC
- pour la cinquième période de cinq ans : 313 500 euros TTC
- pour la sixième période de cinq ans : 343 000 euros TTC.

Constats :

L'acte de cautionnement des garanties financières actuel est d'un montant de 787 407 euros, couvrant la période 2023 à 2027.

Cet acte fait suite à une réactualisation effectuée à l'initiative de l'exploitant en décembre 2022.

Selon le courrier de l'exploitant du 27 décembre 2022, le montant de référence des garanties financières pris en compte est celui de l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2002 correspondant à la phase théorique considérée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira les calculs et les montants des garanties financières pour les phases restantes jusqu'à la fin de l'autorisation en cours compte tenu de la situation réelle de l'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite